



**Promotion
Santé**
Auvergne
Rhône-Alpes



Avril 2026

Fiche de capitalisation

Projet alimentaire territorial du Grand Annecy

L'activation de leviers sociaux et organisationnels pour améliorer l'accès à une alimentation durable



Capitalisation
des expériences
en promotion
de la **santé**



Résumé

Depuis mars 2021, le Grand Annecy porte un Projet Alimentaire Territoriale (PAT) qui vise à fédérer les différents acteurs d'un territoire pour faire face aux enjeux de transition agricole, alimentaire et environnementale. Comportant 45 actions organisées en 4 axes, le PAT intègre des modalités d'actions très variées. Certaines vont viser à transformer plus durablement le système alimentaire, déterminant majeur de la santé.

Cette fiche de capitalisation présente le PAT, en particulier 2 actions et tire les enseignements pour documenter comment activer des leviers qui agissent sur des déterminants sociaux et organisationnels de l'alimentation durable.

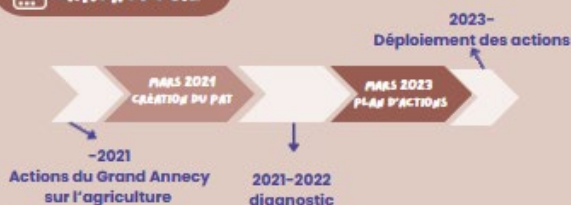
Synthèse

PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL DU GRAND ANNECY ACTIVER DES LEVIERS SOCIAUX ET ORGANISATIONNELS POUR UNE ALIMENTATION DURABLE

OBJECTIFS DU PAT (PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL)

- Accompagner la diversification d'une agriculture nourricière sur le territoire
- Aller vers une restauration collective plus engagée sur le local et la qualité
- Organiser les filières de productions locales
- Rendre plus accessible l'offre saine et locale sur l'ensemble du territoire

CHRONOLOGIE



FOCUS SUR 2 ACTIONS



Favoriser l'installation d'exploitation / Préserver le foncier agricole

- Achat par la collectivité d'un terrain et d'une grange puis mise en location du terrain et de la grange rénovée via un cahier des charges pour cibler une exploitation maraîchère en bio avec vente en direct auprès des particuliers du territoire.



Favoriser une restauration collective basée sur le local et la qualité

- Mise en place d'ateliers de sensibilisation des différents agents des collectivités du Grand Annecy pour les inscrire dans la loi EGalim en les outillant notamment sur les leviers possibles (rédaction cahier des charges pour cibler des producteurs bio...).



PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

Les trois leviers majeurs permettant d'agir sur les déterminants sociaux et organisationnels :

LE TRAVAIL DE COORDINATION

- Les missions d'animation et de coordination du PAT incarnées et soutenues
- // Inter médiation pour faire dialoguer les parties prenantes et porter des actions
- Un coordinateur ancré dans le temps long et dans les enjeux agricoles
- // Connaissance des acteurs du champ

LE PORTAGE POLITIQUE

- Le PAT, porteur de transformations structurelles
- // l'ADN du PAT vise des changements en profondeur
- Priorisation des actions transformatrices
- // fléchage du financement vers des actions structurelles
- Un réel portage local politique et financier
- // Moyens dédiés, investissement de l'élue,
- Un cadre national soutenant
- // Légitimité, moyen financier, ressource

LE PARTENARIAT

- Un travail interservices régulier
- // Réunions, échanges moins formels, co-portage de projets
- Une interrelation étroite avec le CLS (Contrat Local de Santé)
- // des actions du PAT inscrites dans le CLS
- Une dynamique partenariale forte
- // Co-construction du plan d'action, animation du réseau
- Des partenariats avec des acteurs clés
- // Appui sur des compétences plurielles et intersectorielles



Carte d'identité de l'intervention



Intervention Le Projet Alimentaire Territorial (PAT) du Grand Annecy

Porteur Direction aménagement de la communauté d'agglomération du Grand Annecy

Thématiques Alimentation, Coordination territoriale, Inégalités sociales et territoriales de santé

Populations cibles Habitant.es, agriculteur.trices, technicien.nes des collectivités, élu.es

Calendrier Plan d'actions 2023-2028. PAT labellisé jusqu'en 2029.

Milieu d'intervention Collectivités locales, restauration scolaire, quartiers, milieu agricole

Territoire concerné Communauté d'agglomération du Grand Annecy (34 communes)

Principaux partenaires Collectivités, Organisations et groupements agricoles, structures du social et de l'aide alimentaire...

Objectifs

- Soutenir l'agriculture locale et préserver le foncier agricole indispensable à la production,
- Encourager les pratiques respectueuses de l'environnement et de la biodiversité,
- Valoriser les circuits de proximité,
- Favoriser les produits locaux dans les cantines,
- Rendre l'alimentation de qualité accessible à tous,
- Lutter contre la précarité alimentaire.

Contributeur Antoine Piccon, chargé de missions agriculture et alimentation au Grand Annecy

Accompagnatrice Promotion Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Lucie Pelosse, chargée de projets,
lucie.pelosse@promotion-sante-ara.org

Méthodologie Fiche réalisée sur la base d'un entretien de capitalisation conduit en novembre 2025, en visio.
Outils IA utilisé : Noota pour la retranscription de l'entretien

Sommaire

5 Présentation du PAT

- 5 → Présentation du porteur
- 5 → Le système alimentaire, un déterminant essentiel de la santé
- 6 → Création et objectifs du PAT du Grand Annecy
- 8 → Calendrier général
- 8 → Illustration 1 : Favoriser l'installation d'exploitation /Préserver le foncier agricole
- 9 → Illustration 2 : Favoriser une restauration collective basée sur le local et la qualité
- 10 → Gouvernance, pilotage et partenariat,

11 → Comment s'approprier certains éléments du programme (leviers et freins) / principaux enseignements

- 11 → Le travail de coordination
- 12 → Le portage politique
- 14 → Le partenariat

17 Évaluation du PAT

17 Ressources pour aller plus loin

Sigles utiles

- ADABIO : association pour le développement de l'agriculture biologique
- DRAAF : Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
- DDT : Direction départementale des territoires
- EGalim : Etats Généraux de l'alimentation ayant donné une loi
- GA : Grand Annecy
- PAT : Projet alimentaire territorial
- PLUI : Plan local d'urbanisme intercommunal
- PNA : Programme national pour l'alimentation

Présentation du PAT

Présentation du porteur

La **Communauté d'Agglomération du Grand Annecy** compte 215 000 habitants sur 34 communes avec un cœur urbain dense puisqu'à elle seule la ville d'Annecy compte 130 000 habitants. Par ailleurs, plus d'un tiers du territoire est occupé par des terres agricoles.

La communauté d'agglomération a des compétences variées qui touchent au quotidien des habitants. Elle assure des missions dans 5 grands champs principaux :

- les personnes âgées : bien vieillir à domicile, EHPAD...
- le développement économique, le tourisme et l'enseignement supérieur
- la mobilité : transports collectifs, pistes cyclables...
- l'environnement : eau potable, eaux pluviales, valorisation des déchets, air, climat, énergie, biodiversité, espaces naturels et forêt.
- l'aménagement du territoire : urbanisme (à travers le Plan local d'urbanisme intercommunal), foncier, agriculture, aménagement opérationnel, habitat.

C'est au sein de la direction de l'aménagement que le **Projet Alimentaire Territorial** s'inscrit. Ce choix a été guidé par le fait que la stratégie pré-figurative au PAT portait avant tout sur l'agriculture. La dimension alimentation a émergé à la faveur de la création du PAT.

Le système alimentaire, un déterminant essentiel de la santé

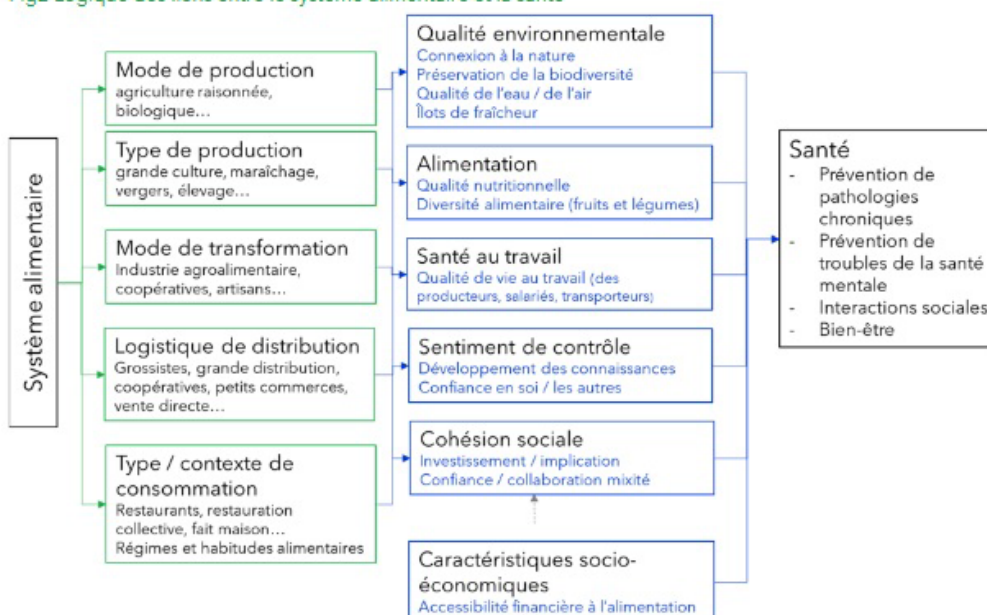
Quelques chiffres clés

- La nutrition représente le premier facteur de risque de perte d'années de vie en bonne santé (31 %), devant le tabac et l'alcool.
- La précarité alimentaire s'intensifie : une fréquentation en hausse des organismes d'aide alimentaire (entre 2 et 4 millions de bénéficiaires en 2021).
- L'alimentation représente 25 % de l'empreinte carbone des Françaises et des Français et a des impacts sur la santé des écosystèmes, de la biodiversité et des sols, en particulier lors de la production agricole.

Source : [Alimentation durable : enjeux et priorités de l'ADEME](#)

Une alimentation de qualité contribue à la bonne santé d'une personne et constitue, en cela, un déterminant majeur de la santé. Mais les habitudes alimentaires sont influencées par un ensemble d'éléments extérieurs très variés qui composent l'environnement alimentaire. Dans cet environnement, le système alimentaire (production, transformation, distribution, accessibilité, consommation) joue un rôle essentiel. Les liens entre système alimentaire et la santé sont complexes et multidimensionnels et peuvent être représentés de manière simplifiée dans le modèle causal suivant.

Fig2 Logique des liens entre le système alimentaire et la santé



Source : ORS Pays de la Loire, PB Consultant. (2022). Prendre en compte la santé dans les projets alimentaires territoriaux. Exemple du PAT du Pays de Mortagne. 24 p.

Création et objectifs du PAT du Grand Annecy

Les Projets alimentaires territoriaux (PAT)

- Issu de la Loi d'avenir, de l'agriculture, l'alimentation et la forêt de 2014, le PAT est un dispositif qui a l'ambition de fédérer les différents acteurs d'un territoire pour faire face aux enjeux de transition agricole, alimentaire et environnementale. Portés le plus souvent par des collectivités territoriales, ils s'appuient sur un diagnostic partagé de l'agriculture et de l'alimentation sur le territoire et la définition d'actions opérationnelles visant la réalisation du projet, dans le cadre d'une démarche ascendante.
- Pour 2024, le bilan du ministère recense 454 PAT et rappelle que ces derniers visent à fédérer les acteurs d'un territoire autour de la question de l'alimentation contribuant à la prise en compte des dimensions sociales, environnementales, économiques et **de santé** dans une perspective de souveraineté alimentaire.
- Plus d'information sur <https://agriculture.gouv.fr/projets-alimentaires-territoriaux>

A l'occasion des nouvelles élections pour le mandat 2020-2026, les élus ont souhaité impulser la création d'un PAT. Outre les ambitions et visions politiques, la mise en place d'un PAT offrait plusieurs avantages : subventions de l'État pour le diagnostic et l'élaboration, accès à des appels à projets réservés et intégration dans un réseau régional animé par la DRAAF avec échanges d'expériences entre territoires. Les équipes techniques et en particulier le chargé de mission agriculture et espaces naturels, ont alors exploré les conditions de mise en œuvre du PAT qui a été créé en mars 2021 lors d'un conseil communautaire qui a défini

les grandes orientations. Labellisé quelques semaines plus tard, le PAT entraîne un élargissement du périmètre d'actions de la collectivité sur ce sujet.

Centrée initialement sur l'agriculture, la stratégie du GA grâce au PAT s'ouvre ainsi sur l'alimentation et donc de nombreux enjeux qui n'étaient mises au travail auparavant. Cela a conduit à modifier l'intitulé du poste du chargé de mission qui est devenu chargé de mission agriculture et alimentation. De plus, une seconde personne est venue renforcer l'équipe de coordination du PAT.



« Nous avons un vrai sujet sur le territoire avec un foncier très tendu sur la question de la préservation des terres agricoles. Donc l'enjeu était de maintenir une agriculture dynamique, une agriculture locale, une agriculture vertueuse du point de vue environnemental et avec un enjeu d'accessibilité en termes de prix, de lieu et d'information ». Antoine Piccon, chargé de mission PAT Grand Annecy

La première phase d'un PAT consiste en la réalisation d'un **diagnostic partagé**. Dans le cadre du PAT Grand Annecy, ce diagnostic a été confié à un groupement de trois structures : 2 bureaux d'études et la Chambre d'Agriculture Savoie Mont-Blanc. Ce diagnostic a donné lieu notamment à l'évaluation de la production agricole, à des entretiens auprès de professionnels du territoire, à des ateliers thématiques et à un questionnaire sur la consommation alimentaire auprès des habitants. 790 personnes ont répondu à l'enquête qui portait également sur le souhait d'investissement dans des projets citoyens (jardin partagé, distribution alimentaire, panier).

Le même groupement a élaboré le **plan d'action avec 4 axes et 45 actions**, certaines très concrètes, d'autres plus larges en s'appuyant sur les données issues du diagnostic notamment l'identification des porteurs d'actions potentiels. Pour définir ce plan, 8 sessions de travail ont été menées avec les différents acteurs du territoire.

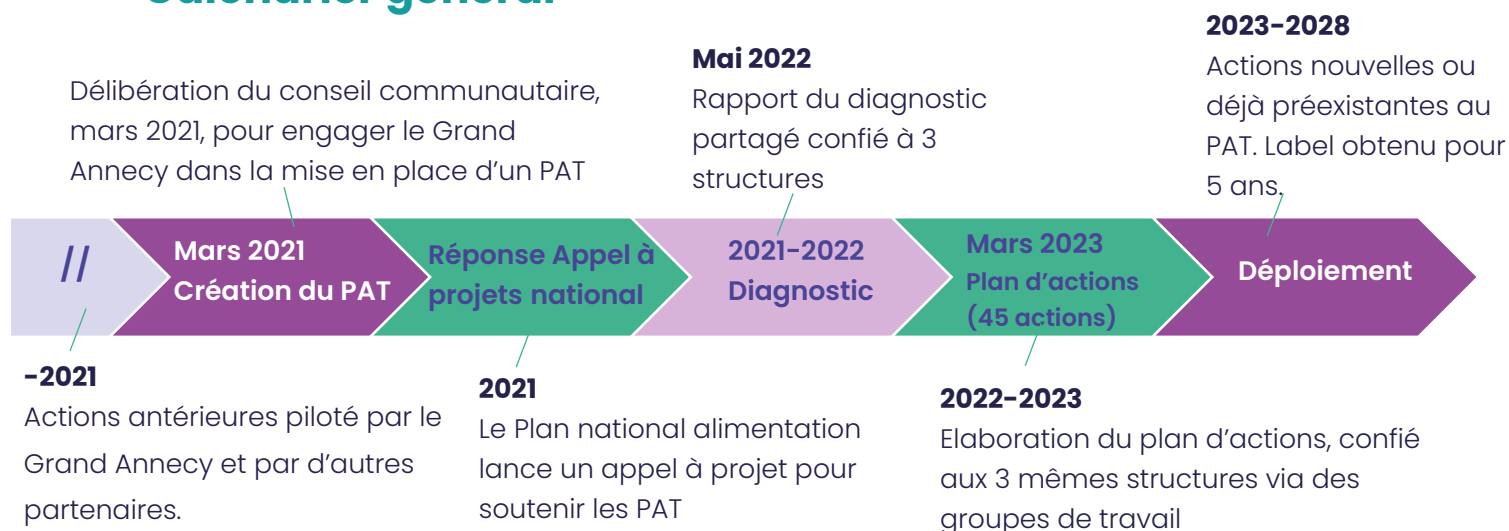
Les axes du PAT du Grand Annecy s'articulent ainsi autour de 4 finalités :

- Accompagner la diversification d'une agriculture nourricière sur le territoire
- Aller vers une restauration collective plus engagée sur le local et la qualité
- Organiser les filières de productions locales
- Rendre plus accessible l'offre saine et locale sur l'ensemble du territoire

Les actions retenues dans le plan combinent des actions qui visent à transformer le système alimentaire (actions sur les filières agricoles, sur la restauration collective...) et des actions qui visent à modifier les comportements individuels (sensibilisation des habitants aux produits locaux, au respect des espaces agricoles...) telles que préconisées par la Charte d'Ottawa. Le principe était d'identifier un porteur et un financement pour chaque action. De nombreuses actions retenues étaient préexistantes au PAT, ce dernier a été l'occasion de les articuler entre elles et d'en identifier des nouvelles. De ce fait le PAT agrège des fiches actions avec des niveaux d'opérationnalité très différents.

Aller plus loin : voir [le Plan d'actions du PAT du Grand Annecy](#)

Calendrier général



Les retours d'expériences sur les actions qui agissent sur les comportements individuels étant bien documentés, cette capitalisation se centre sur les actions qui visent à transformer le système alimentaire à travers deux illustrations : l'acquisition de terres agricoles pour favoriser l'installation de nouveaux agriculteurs et l'introduction de produits locaux et bio dans les menus scolaires.

Le focus sur ces 2 actions permettra de répondre à la question de capitalisation suivante :

Quels leviers activer pour agir sur des déterminants sociaux et organisationnels de l'alimentation durable ?

La notion de déterminants renvoie aux facteurs qui influencent l'état de santé de la population, qu'ils soient collectifs ou individuels. Les facteurs collectifs qui intègrent les déterminants sociaux et organisationnels contribuent davantage à améliorer la santé globale que les déterminants individuels.

Voir : <https://www.inspq.qc.ca/notions-sante-publique/determinants>

Illustration 1 : Favoriser l'installation d'exploitation /Préserver le foncier agricole

En matière d'agriculture et d'alimentation, les collectivités peuvent agir directement. Le PAT, porté par une collectivité, peut notamment acquérir des terrains.



« L'enjeu est de pouvoir – quand on peut, parce qu'on n'est pas prioritaire quand il y a une cession – identifier des cessions, des ventes pour maintenir la vocation agricole du terrain si possible en agriculture nourricière. On veut éviter que le terrain ne devienne un lieu de loisir par exemple ». A. Piccon, chargé de mission PAT du GA

Pour être en vigilance sur les ventes potentielles, il existe une convention avec la SAFER (Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) qui est un opérateur foncier et qui envoie des notifications à la collectivité en cas de vente. Dans les faits, les opportunités d'achat sont très rares car il y a peu de ventes et ce sont d'abord les agriculteurs qui sont prioritaires ainsi que la famille du vendeur. Depuis le lancement du PAT, un seul achat a pu se concrétiser en 2022. La SAFER a fait la mise en relation avec le vendeur (le diocèse d'Annecy)

qui vendait une parcelle d'1 hectare avec une grange. Le coût était assez élevé et donc sans repreneur identifié. Le Grand Annecy s'est positionné, a acquis le terrain et la grange, a rénové la grange pour pouvoir la mettre à disposition d'un agriculteur. Pour cette mise à disposition un cahier des charges a été élaboré pour retenir une exploitation maraîchère et proposer une location du terrain et de la grange rénovée. En effet le diagnostic a relevé que les exploitations étaient très majoritairement tournées vers la production de lait et de viande bovine.



« Dans le PAT, on a cette volonté de vouloir diversifier, de pouvoir offrir davantage de produits locaux diversifiés, dont du maraîchage des fruits et légumes. Notre cahier des charges intégrait la nécessité de s'installer en bio et de vendre au moins une partie en direct pour les circuits courts ». A. Piccon

En parallèle de ces démarches d'acquisition de terrains, la collectivité peut agir au travers des documents d'urbanisme tel que le PLUI pour préserver des terrains agricoles et éviter une urbanisation excessive.

Illustration 2 : Favoriser une restauration collective basée sur le local et la qualité

Le PAT souhaite agir sur la qualité alimentaire en restauration collective. A l'appui de cette intention, La loi EGalim promulguée en 2018 (<https://agriculture.gouv.fr/loi-egalim>), complétée en 2021 par la loi Climat et Résilience (<https://www.info.gouv.fr/actualite/la-loi-climat-et-resilience-a-ete-promulguee>), prévoit plusieurs dispositions qui ont pour but d'améliorer la qualité et la durabilité des repas servis dans le cadre de la restauration collective. Cela se traduit par exemple par "Au moins 50% de produits durables et de qualité, dont au moins 20% de produits bio dans les repas servis"...

Pour le Grand Annecy, la restauration collective s'appuie selon les collectivités sur des cuisines en régie directe ou des cuisines en gestion concédée (prestataire). Ce qui constitue donc une multitude d'interlocuteurs (cuisinier ou agent de cantine par exemple) qui ne sont pas nécessairement sensibles et sensibilisés aux enjeux de la loi EGalim.

Les activités du PAT vont se concrétiser par la mise en place d'ateliers de formation à destination des collectivités pour partager des rappels réglementaires (seuils de produits bio ou labellisés), le contenu de la loi EGalim qui aborde le gaspillage, le recours au plastique, les produits locaux (présentation des producteurs locaux) ...



« On a fait plusieurs sessions sur les marchés publics, pour essayer d'accompagner les communes à rédiger un cahier des charges pour faciliter les réponses de la part des producteurs. Pour avoir un peu plus de produits locaux, bio et Egalim compatibles. Donc on a fait plusieurs sessions là-dessus, on parle d'allotissement, qui est de faire des plus petits lots pour que les plus petits producteurs puissent répondre. De mettre des clauses plus environnementales ». A. Piccon

En complément de ces ateliers collectifs, des accompagnements individualisés peuvent être proposés. Les animateurs du PAT s'appuient sur des partenaires qualifiés pour ces différentes sensibilisations et accompagnements. Ils jouent dans ce cadre plutôt le rôle de chef d'orchestre. En pratique, le PAT a beaucoup de mal à mobiliser les collectivités sur cet enjeu

et les outils de suivi déployés au niveau national pour mesurer les évolutions concrètes dans la part du bio sont largement sous-renseignés. La plateforme "Ma Cantine" révèle que seulement 10-11% des établissements font leur télédéclaration obligatoire.



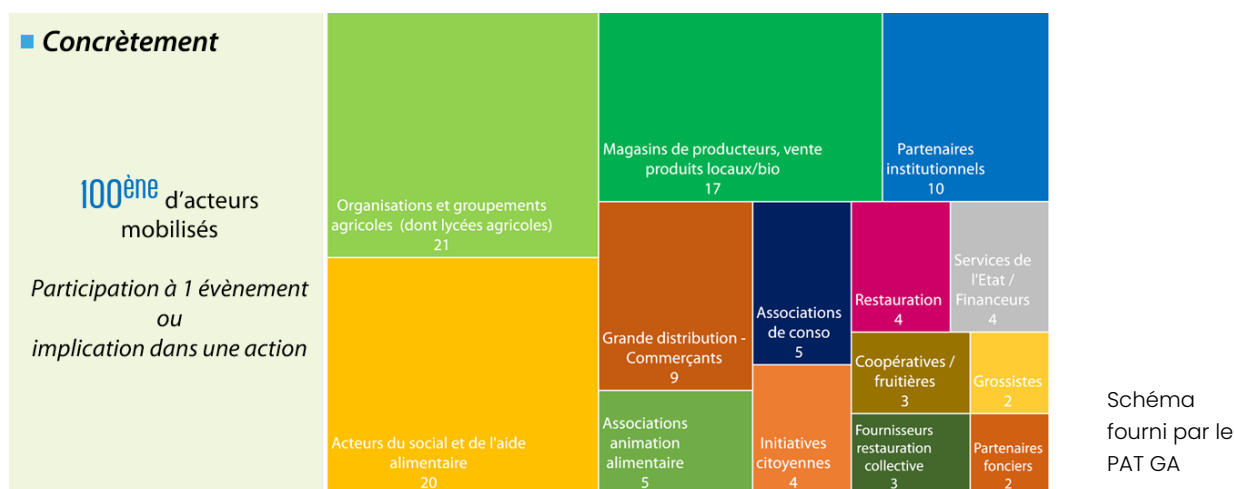
« Donc sur 34 communes, on va dire qu'on avait, à chaque atelier, peut-être 5 ou 6 communes et il fallait aller les chercher. Ce n'est vraiment pas évident ». A. Piccon

Gouvernance, pilotage et partenariat

Pour le déploiement d'un PAT, il est attendu la mise en place d'une gouvernance. Pour le GA, il y a un comité de pilotage qui est une instance politique avec des élu.es des communes, des représentants des services de l'Etat (DRAAF et DDT). Cette instance valide les propositions faites par le comité d'orientations qui réunit tous les pilotes d'action et tous les partenaires. Le Grand Annecy est l'animateur de ces 2 instances.

Le rythme de ces instances n'est pas encore très fixe mais l'objectif est qu'elles se réunissent 2 à 3 fois par an. A cela s'ajoute le conseil communautaire qui doit nécessairement se prononcer sur les actions proposées dès lors que cela engage des financements ou que cela se traduit par des conventions partenariales.

Le PAT contient dans sa philosophie le partenariat puisque son objectif est de fédérer les acteurs d'un même territoire autour d'un enjeu commun. Les partenaires sont très variés : collectivités de l'intercommunalité, associations locales, acteurs du monde agricole...



L'animation du PAT est assurée par les 2 chargés de missions qui coordonnent et suivent l'avancée des actions. Concrètement, cette animation se traduit au quotidien par :

- Points hebdomadaires avec l'élue vice-présidente en charge du PAT.
- Échanges ou réunions avec les autres directions pour partager les difficultés, les besoins, les avancées.
- Rencontres de partenaires (agriculteurs, associations locales, centres sociaux...)
- Préparation des instances de pilotage : ordre du jour, invitation, animation, CR...
- Travail administratif sur les conventions qui lient les partenaires au PAT.
- Déploiement en propre de certaines actions comme l'organisation des sensibilisations des collectivités pour la restauration collective (recherche de partenaires intervenants, invitation, relance...).

Comment s'approprier les éléments du programme (leviers et freins) / principaux enseignements

Le travail de coordination

Les missions d'animation et de coordination du PAT incarnées et soutenues

Basée sur la mise en synergie d'acteurs et d'actions variés, la fonction de coordination est centrale dans un PAT. Pour le Grand Annecy, il a été fait le choix de se reposer sur un binôme à temps plein ce qui facilite le suivi et l'impulsion des actions. Les deux chargés de missions connaissent les différents dossiers et peuvent donc se remplacer permettant une grande disponibilité pour les acteurs. En outre, ce sont les actions où ce binôme est en opérateur qui ont le plus avancé.

Les profils des chargés de missions relèvent du développement local et territorial. Donc ce sont avant tout des compétences relationnelles et organisationnelles qui ont été privilégiées. Un des chargés de missions était présent lors du lancement du PAT et le binôme est resté le même depuis le démarrage. Cette stabilité constitue un véritable atout pour la dynamique du PAT : connaissance fine des jeux d'acteurs, des leviers et des freins pour chacune des fiches-actions.

Ce besoin de compétences de coordination est confirmé par Frédéric Wallet, économiste-chercheur à l'INRAE qui précise que « [Pour l'animation des PAT], il y a un enjeu autour (...) de l'ingénierie territoriale notamment la capacité d'intermédiation entre les différentes catégories d'acteurs au niveau local que ce soient les agriculteurs ou les associations citoyennes, environnementalistes » ([interview France Culture](#), janvier 2026)



« En fait, sans animation, les projets ne vivent pas. Et même en étant 2, on a du mal à aller chercher les partenaires. Mais on a de la chance car nos postes ne dépendent pas de financements extérieurs. On a certains territoires où le PAT, c'est un chargé de mission à mi-temps et qui, pour justifier son poste, doit aller chercher des financements. Nous, nos postes sont pérennes. Et ça, c'est un vrai facteur de réussite ». A. Piccon, chargé de mission PAT du Grand Annecy

Un coordinateur ancré dans le temps long et dans les enjeux agricoles

Le changement prend du temps donc les actions sont à inscrire dans le temps long. Les opportunités d'achat de terrains sont rares et les résistances pour faire évoluer l'organisation de la restauration collective sont réelles. Autant de freins qu'il faut prendre en compte et lever pas à pas. Cela passe par une bonne connaissance des acteurs notamment du domaine de l'agriculture (SAFER, chambre d'agriculture, syndicat agricole...). Un des deux animateurs occupait auparavant des missions sur l'agriculture lui conférant une bonne

connaissance et inversement lui permettant d'être bien identifié. La stabilité des deux animateurs constitue pour ces actions du temps long un réel atout.



Le travail de coordination se heurte parfois à la complexité du programme à déployer qui fédère de nombreux acteurs avec des échelles de temps très variées.



« Il y a des actions très concrètes qui étaient des projets précis, lancés ou sur le point d'être lancés. Et puis d'autres, on se dit que c'est plus des fiches « objectifs » que des fiches « actions ». Donc on a un peu un plan d'action à plusieurs vitesses. Et on se rend compte aujourd'hui qu'il y a une difficulté d'appropriation de certaines actions parce qu'elles sont très larges. On est en train de resserrer les choses ». A. Piccon

Le portage politique

« Les collectivités territoriales disposent de leviers directs permettant de renforcer une production alimentaire durable, locale et accessible, en préservant les espaces productifs et en soutenant des modèles agricoles vertueux. » [Alimentation durable et santé. Quels rôles pour les collectivités territoriales et les dynamiques territoriales de santé \(CLS, AV, CLSM\) ?](#), La fabrique Territoires Santé.

A la fin du dernier mandat, les élu.es ont souhaité mettre en œuvre un PAT. Les chargés de missions ont creusé techniquement la question. Le portage politique s'illustre également dans l'investissement de l'élue en charge de ce dossier.



« On a une élue, c'est une vice-présidente dédiée à l'agriculture et à l'alimentation et qui est vraiment porteuse du sujet, qui est motrice, impliquée et présente. On arrive à la voir toutes les semaines, elle est là à toutes les réunions et défend les intérêts de l'agriculture et de l'alimentation dans les instances Grand Annecy. (...) Il n'y a pas besoin d'attendre le retour pendant des jours ». A. Piccon

Le PAT, porteur de transformations structurelles

Le projet alimentaire territorial, dans sa définition même, intègre des ambitions de transformations du système alimentaire. Ainsi le simple fait de déployer sur un territoire ce type de projet qui met en synergie les acteurs, alloue des moyens dédiés, s'appuie sur des ressources et des orientations nationales, est un vrai levier pour agir. La mise en œuvre d'un PAT suppose un portage politique fort comme évoqué précédemment.



Composé de 34 communes, le Grand Annecy agrège toutefois des visions politiques différentes et donc des niveaux d'adhésion différents qui vont ralentir le déploiement d'actions. Les stratégies en matière de restauration collective sont ainsi très variables d'une commune à une autre qui en ont la compétence.

Priorisation des actions transformatrices

Le PAT du Grand Annecy est constitué d'une quarantaine d'actions portées par des acteurs variées. Chaque année un financement est prévu pour des actions qui auront été priorisées. Cette priorisation est réalisée à travers un vote en comité d'orientation qui réunit les acteurs impliqués activement dans le PAT. Ainsi, par exemple, le comité a décidé de soutenir, à l'aide de subvention, une filière émergente ou insuffisamment présente sur le territoire telle que la filière céréales planifiables. Il va aussi pouvoir aider à la structuration de filières telles que les fruits et légumes peu présentes sur le territoire.

Un soutien financier qui perdure



« L'approbation du plan d'action par le Conseil communautaire, approuvé à l'unanimité, c'est quand même rassurant, ça nous engage, ça nous légitime, ça nous conforte. C'est un vrai cap et ça donne le signal aussi à l'État qui nous labélise que vraiment l'agglo est pleinement engagée. Et on a voté un plan d'action pour 5 ans, même au-delà d'un mandat ». A. Piccon

Le portage politique s'incarne avant tout dans les moyens qui sont déployés pour le PAT. Le Grand Annecy a fait le choix d'avoir un binôme d'animateurs, ce qui n'est pas la pratique courante. De plus, chaque année, un budget prévisionnel pour la mise en œuvre des actions est présenté et voté, garantissant un minimum d'actions chaque année.



Localement, les interlocuteurs ne sont pas toujours investis dans les mêmes mesures souvent par manque de temps.



« Pour les communes, même si elles sont signataires, on n'a pas forcément d'interlocuteur au quotidien. (...) Il y a un secrétaire de mairie qui est tout seul, il y a 36 milliards de choses à faire. (...) Donc nous en fait avec les communes, on est en lien avec les élus et peu avec les agents. Et peut-être que ça manque. On n'a pas de suivi régulier ». A. Piccon

Un cadre national soutenant

La politique nationale en faveur des PAT apparaît comme un levier majeur en légitimant la politique locale. C'est l'impulsion nationale qui a permis aux élus d'envisager un élargissement de leur périmètre d'action en passant de l'agriculture à l'alimentation. Le cadrage proposé avec des orientations (importance de la gouvernance, du diagnostic initial par exemple) et des sujets précis (gaspillage, éducation... par exemple) a été un réel levier tout comme les moyens financiers mis à disposition dans le cadre d'un appel à projets.



« C'est le cadre du PAT qui nous a fait aller vers les autres thématiques comme la sensibilisation, l'éducation, la restauration collective... Ce n'était vraiment pas quelque chose qu'on traitait jusqu'à présent. Donc en termes de référentiel, on s'est un peu appuyé sur les consignes de l'État. (...) En tant que PAT on doit mener différentes actions donc le cadre national nous légitime à agir ». A. Piccon.

En complément, les ressources mises à disposition comme des échanges d'expériences, des guides méthodologiques... dans le cadre d'une animation nationale apparaissent également comme une force.



« Toute la dimension réseau est vraiment intéressante pour nous. (...) ça se traduit par des temps de rencontres physiques, des retours d'expérience, des ateliers, des conférences. (...) On a les contacts des autres territoires de toute la région. ». A. Piccon

Au-delà de la politique incitative pour les PAT, le cadre réglementaire comme la loi EGAlim ou l'obligation de disposer d'un plan local d'urbanisme demeure un vrai appui pour les actions du PAT et notamment pour celles qui visent à agir sur des déterminants plus structurels.



Le cadrage national impose une approche systémique et intersectorielle qui n'est pas toujours dans les habitudes de travail.



« On se rend compte que c'est un peu difficile parce qu'on nous invite à travailler plein de sujets sur lesquels on n'est pas forcément très compétent, dont on ne connaît pas forcément les acteurs. C'est un peu nouveau d'aller vers des acteurs du social ou de la santé quand on traite l'agriculture ». A. Piccon

Le partenariat

Un travail interservices régulier

Le PAT s'articule avec les autres politiques menées par le Grand Annecy pour renforcer l'approche intégrée. Ainsi plusieurs actions sont développées avec d'autres services grâce au rapprochement de ces derniers par le biais de réunions interservices ou plus récemment par le biais d'une chargée de missions en transversal sur les enjeux de transition.

Ce lien inter-service se tisse également au quotidien et va permettre de prendre en compte les enjeux du PAT dans les documents d'urbanisme, tel que le PLUI.



« On fait des propositions d'objectifs, qui sont retenus ou pas dans les différents docs d'urbanisme. (...) c'est un peu du quotidien, ça peut être en réunion (...) on fait remonter nos retours terrain qu'on peut avoir de la part du monde agricole (...) Donc à force de le faire remonter, c'est pris en compte. Et les élus l'entendent aussi sur le terrain ». A. Piccon

Une interrelation étroite avec le Contrat Local de Santé

Les missions des PAT et du CLS sont souvent très convergentes. Le Grand Annecy a impulsé un rapprochement de ces deux dispositifs. Intégrer les enjeux liés à l'alimentation dans toutes les politiques publiques locales constitue une stratégie d'action pertinente, comme a pu le rapporter la Fabrique Territoires Santé ([Alimentation durable et santé. Quels rôles pour les collectivités territoriales et les dynamiques territoriales de santé \(CLS, ASV, CLSM\) ?](#))



« On est l'autre direction la plus représentée dans le CLS. (...) On a intégré directement des actions du PAT dans le CLS. (...) on a beaucoup de liens avec la collègue qui pilote le CLS. (...) On a au moins 4 ou 5 actions sur l'alimentation dans le CLS. (...) Dès lors qu'il y avait un impact même indirect sur la santé, ça a été retenu ». A. Piccon

Une dynamique partenariale forte

Le PAT s'appuie sur un réseau d'acteurs et d'actions préexistantes avec des expertises variées qui ont permis dans la suite du diagnostic de constituer un plan d'actions en partie opérationnelles très rapidement. Cette dynamique de co-construction du projet est essentielle pour fédérer les acteurs et s'assurer d'un plan d'actions réalistes.



« Le qui fait quoi, c'est déterminé collectivement. On voulait des fiches actions avec des porteurs, des objectifs avec des financements. (...) On a proposé à nos partenaires eux-mêmes, de faire une priorisation. Parce qu'on savait qu'on allait être limités en termes de budget. Et donc comme ça, la priorisation, ce n'est pas nous qui en étions responsables, c'est de manière collective. Il y a eu un vote, et on a retenu les actions prioritaires par les partenaires ». A. Piccon

Cette dynamique partenariale s'entretient et s'anime à travers des collectifs de travail de différentes échelles et à différentes régularités : des temps forts avec tous les acteurs au groupe de travail précis qui réunit quelques acteurs ciblés. Ainsi chaque année est organisée une rencontre avec tous les acteurs du PAT avec des présentations d'actions, des conférences, des tables rondes. Ce travail partenarial se consolide également dans le temps avec les liens au quotidien qu'entretiennent les deux chargés de missions avec le réseau de partenaires.



« On a quand même quelques difficultés parfois avec le positionnement de certains acteurs. Ce qui est normal, chacun va un peu défendre son bout de gras. Et en fait la difficulté c'est de mettre tout le monde autour de la table vers des enjeux communs ». A. Piccon

Des partenariats avec des acteurs clés

Faire un diagnostic des besoins et de l'existant, agir sur les marchés publics, infléchir les PLUI... ces stratégies supposent une appréhension fine des enjeux et des modalités d'action. Les animateurs du PAT, plutôt généralistes et dotées de compétences plus relationnelles et organisationnelles que techniques, doivent donc s'appuyer sur les bons partenaires qui connaissent le sujet et les leviers. La démarche de co-construction et partenariale inhérente au fonctionnement d'un PAT permet alors d'associer les différentes compétences et d'incarner l'approche intersectorielle.



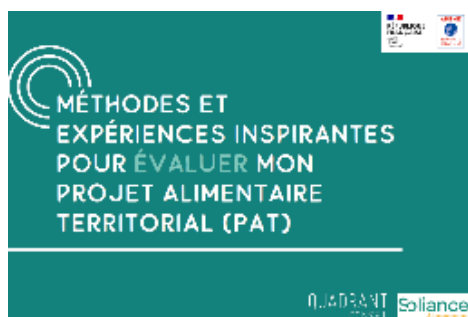
« On délègue ces animations et ces formations (...). On fait des consultations pour missionner une structure qui est capable de faire cette formation. Ils ont dans leurs équipes des personnes plus spécialisées. (...) La chambre d'agriculture et l'ADABIO, (association pour le développement de l'agriculture biologique), ce sont ces deux-là qui ont fait les animations et qui ont même répondu ensemble sur la deuxième année. Ils se sont réparti un peu les choses et travaillent ensemble. ». A. Piccon

Évaluation du PAT

L'évaluation du PAT a été prise en compte dans la construction du plan d'action uniquement à travers la définition d'indicateurs de suivi pour chaque fiche action sans intégrer une démarche d'évaluation plus globale. En pratique, les informations ont dû mal à être collectées car apparaissent floues ou sujettes à interprétation. Les différents partenaires se questionnent par exemple sur les critères à retenir pour déterminer si une personne est sensibilisée ou pas. Il existe également des outils de recueil nationaux (<https://ma-cantine.agriculture.gouv.fr/accueil>) mais là aussi le report des collectivités est très faible.

A ce stade du déploiement des actions (mi-parcours pour la première labélisation), les coordonnateurs souhaitent travailler une démarche de suivi-évaluation (à mi-parcours) et un référentiel pour l'évaluation finale (2028). Ce travail est conduit grâce à l'appui du service évaluation des politiques publiques du GA et grâce à l'intégration dans l'équipe d'une personne en apprentissage.

L'enjeu est de bien clarifier et délimiter les indicateurs comme préconisé par l'Ademe et précisé dans le schéma ci-dessous.



C'EST QUOI UN BON INDICATEUR ?

On peut distinguer :



les indicateurs de réalisation qui décrivent la mise en œuvre des actions, par exemple le nombre de personnes présentes à un événement.



les indicateurs de résultat qui décrivent les changements qui résultent de façon directe et immédiate de la mise en œuvre de l'action, par exemple la part des mangeur/euses ayant appris des choses nouvelles à la suite de leur participation à un cycle de sensibilisation.



les indicateurs d'impact qui décrivent les changements qui résultent de façon plus indirecte à plus long terme de la mise en œuvre de l'action, par exemple, la part des mangeur/euses ayant changé leurs habitudes alimentaires à la suite de leur participation à un cycle de sensibilisation.



les indicateurs de contexte qui décrivent le territoire et son système alimentaire, par exemple la part de la surface agricole en agriculture biologique. Ils nourrissent le **diagnostic** alimentaire du territoire au moment de la conception du PAT et on peut continuer à suivre leur évolution le long de la mise en œuvre du PAT à la façon d'un **observatoire**.

Ressources pour aller plus loin

- [Alimentation durable et santé. Quels rôles pour les collectivités territoriales et les dynamiques territoriales de santé \(CLS, ASV, CLSM\) ?](#). Fabrique Territoires Santé, 2025.
- [Animer et transformer collectivement le système alimentaire local](#), PAT de Bordeaux Métropole
- [Vers un système alimentaire promoteur de santé : le rôle structurant de l'ESS](#), ess France et Groupe Vyv
- [Projets alimentaires territoriaux et santé](#), Focus n°4. France PAT
- [Méthodes et expériences inspirantes pour évaluer mon projet alimentaire territorial \(PAT\)](#), ADEME
- [Documents liés au PAT du Grand Annecy](#) (diagnostic, plan d'actions...)